

19 MAI 2011

PREFET DES CÔTES D'ARMOR
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
N°IC 2003/6798
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 mars 2004, au titre de l'installation classée « RENAULT Jean-Pierre », sise en TREGUEUX au lieu-dit « La Ville Raye (ou Roye) », l'autorisant à exploiter à cette adresse en TREGUEUX un élevage porcin de 2433 places animaux-équivalents (*soit 78 pl. maternité, 179 pl. gestantes-verraterie, 1000 pl. post-sevrage, 1422 pl. engraissement, 40 pl. quarantaine-infirmerie*) – cheptel partagé entre « **E.A.R.L. de la PETITE GUEVIERE** » et « **S.C.E.A. ANDRIEU** » en LAMBALLE ;

- VU l'arrêté préfectoral du 29 avril 2004, modifié le 12 octobre 2007, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. DE LA PETITE GUEVIÈRE », l'autorisant à exploiter en LAMBALLE au lieu-dit « La Petite Guévière » (en MAROUE) un élevage porcin de 4180 pl. d'animaux équivalents (*soit 77 pl. maternité, 411 pl. gestantes-verraterie, 1680 pl. post-sevrage, 2380 pl. engraissement*), avec une unité de traitement des lisiers de type biologique ;
- VU la demande présentée le 07 octobre 2009 par l'installation classée « **E.A.R.L. de la PETITE GUEVIÈRE** », sise « La Petite Guévière » (en MAROUE) en LAMBALLE, en vue de la restructuration externe, avec augmentation du cheptel (*suite à reprise partielle de l'atelier porcin autorisé au nom de M. Jean-Pierre RENAULT en TREGUEUX*), d'un élevage porcin autorisé en LAMBALLE MAROUE (Section ZR n° 59 - 65 - 67 et 80) au lieu-dit « La Petite Guévière » (*soit 84 pl. maternité, 428 pl. gestantes-verraterie, 1809 pl. post-sevrage, 3826 pl. engraissement, 30 pl. quarantaine-infirmerie*) pour un total de 5754 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage et adaptation de l'unité de traitement des lisiers, ainsi que constructions (*bâtiments engraissement, maternité-gestante, local embarquement-soupe*) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de ANDEL – LANDEHEN ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 07 avril 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 22 avril 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage se situe à 35 mètres du forage le plus proche et 42 mètres d'un puits privé ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du GOUessant ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LAMBALLE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;
- CONSIDERANT qu'il s'agit de la restructuration externe d'un élevage de porcs autorisé (*avec mise aux normes bien être des reproducteurs*) suite à l'accord de la C.D.O.A. structure de février 2008 pour le rapatriement d'une partie (*179 pl. de gestantes verraterie et 1464 pl. de porcs à l'engrais*) de l'élevage de M. Jean Pierre RENAULT de TREGUEUX. La restructuration se fait de ZES à ZES et de BV algues vertes à BV algues vertes. Après projet, l'exploitation sera supérieure à deux fois le seuil EDEI, le prélèvement sera donc de 20 %. Les deux sites sont autorisés au titre ICPE. Le cédant n'a pas bénéficié d'attribution d'azote par la CDOA marge ;
- CONSIDERANT que la production d'azote contenue dans les déjections produites sera de 41964 UN. 68 UN seront éliminées par les reproducteurs sur paille ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 41896 UN et 24399 UP205. 62% (soit 26192 UN) sont éliminées par un système de traitement ; 9579 UN et 19577 UP205 sont reprises par la société « LEMEE S.A.R.L. » et exportées dans les cantons inférieurs à 140 UN/ha ; 6125 UN et 4822 UP205 restent à épandre chez le pétitionnaire, soit une charge en azote de 91,6 UN/ha et une charge en phosphore de 72 UP205/ha sur 66,9 ha de SDN chez le pétitionnaire ;

CONSIDERANT qu'un bâtiment de 84 pl. maternité et 144 pl. gestantes sera construit sur le site de « La Petite Guévière » - Maroué – LAMBALLE, ainsi qu'une autre porcherie de 1716 pl. engraissement. Cet élevage de 447 reproducteurs présents (*dont 25 sur paille*) produira annuellement 11702 porcelets et 11408 porcs à l'engrais ;

CONSIDERANT que les co- produits obtenus sont, respectivement, les résidus organiques (*soit 9579 UN*) exportés hors ZES dans des cantons dont la charge organique à l'ha est inférieure à 140 UN, des boues biologiques (*soit 4165 UN*) épandues sur les terres cultivées par le pétitionnaire, de l'effluent surnageant (*soit 1666 UN*) également épandu ;

CONSIDERANT que la charge en azote organique épandue sera de 91 UN/ha, celle de phosphore sera de 72 UP205/ha ;

CONSIDERANT que, en application de la Directive IPPC (2008/1/CE), en vue de la prévention et la réduction intégrées des pollutions, en imposant à l'exploitant de mettre en place des mesures pour prévenir et réduire au minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement, le pétitionnaire a mis en place les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) techniquement et économiquement réalisables : mise en place des mesures pour diminuer les émissions d'ammoniac avec l'alimentation biphase, le stockage d'une partie des lisiers en préfosse et en fosse couverte, traitement (*diminution de 9740 kg de NH3/an*), utilisation de matériaux ayant un bon coefficient de conductivité thermique, tenue d'un registre de consommation d'eau ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. de la PETITE GUEVIERE », sise au lieu-dit « La Petite Guévière (en MAROUE) » en LAMBALLE, à installer et exploiter à cette adresse (section ZR n° 59 - 65 - 67 et 80) en LAMBALLE, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A. - un *élevage porcin* d'une capacité maximale de 5754 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
84 pl. maternité	soit 252 PAE
428 pl. gestantes-verraterie	soit 1284 PAE
1809 pl. post-sevrage	soit 361,8 PAE
3826 pl. engraissement	soit 3826 PAE
30 pl. quarantaine infirmerie	soit 30 PAE
<i>Total : 6177 animaux</i>	<i>Total : 5754 pl. animaux-équivalents</i>

B. - une *unité de traitement* des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (*produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »*) ;
- b) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- c) une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues (*produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré »*) ;
- d) une fosse de stockage des boues biologiques ;
- e) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections liquides de l'élevage ci-dessus, soit 9916 m3 de lisier (41644 kg d'azote) produits annuellement. 295 UN seront épandues sous forme de fumier .

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (*comprenant élevage et unité de traitement*) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 07 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

C - Il est également donné acte au pétitionnaire de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 625 tonnes par an (*compost de lisier de porcs*).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1 : EFFECTIFS

2.1 - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 500 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 3826 porcs charcutiers et 1809 porcelets sevrés de moins de 30 kg

2.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 447 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 11408 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 11702 animaux.

2.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.4 - ALIMENTATION BIPHASE :

2.4.1 - L'alimentation biphasé déjà mise en place sera conservée et utilisée pour la totalité des porcins présents dans l'élevage.

2.4.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

e) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

f) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :*

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	9916 m3	27,16 m3
N Global	41644 kg	114 kg
M.S.	496955 Kg	1361 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :*

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	625 tonnes	1,71 tonne
N Global	9579 kg	26,2 kg
MS	273325 kg	748 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1190 m3	3,2 m3
N Global	4165 kg	11,4 kg
MS	69574 kg	190 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6743 m3	18,4 m3
N Global	1666 kg	4,5 kg
MS	49696 kg	136 kg

3.7. - *AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI*

L'éleveur procédera *quotidiennement* aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera *hebdomadairement* aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de « mise en charge »*), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - *AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE*

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits ;
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (*prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses*) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K_2O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTOSURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter ;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....*),
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 3090 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 150 m²

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1833 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4000 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 1075 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces –produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement .

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE

6.1. AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (*compost de lisier de porcs*) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- a) une aire couverte de compostage actif (300 m²),
- b) une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- c) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Le lisier sera composté conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact , notamment en ce qui concerne la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, soit 625 tonnes de résidus organiques (9579 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) l'aire de compostage sera couverte,
- b) un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- c) le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - CONFORMITE DES PRODUITS :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (*compost de lisier de porcs*) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (*Norme NFU 44051 - Compost végétal*).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

6.3 - DESTINATION DES PRODUITS :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - TRAÇABILITE DES PRODUITS :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site ;
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) Nature ;

- d) Nom du transporteur ;
- e) Quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) Les informations définies ci-dessus,
- b) Les originaux des bons d'enlèvement,
- c) Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (*destinataire final notamment*) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5. - DELAIS DE MISE EN SERVICE - DYSFONCTIONNEMENT

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 8 -

8.1 - SECURITE :

8.1.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

8.1.2 - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

8.1.3 - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

8.1.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

8.1.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

8.2 - AUTRES :

8.2.1. - Les fosses en projet de 1053 m³ seront construites simultanément à la construction des bâtiments neufs

8.2.2 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

8.2.3 - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service. L'épandage des déjections sur céréales sera effective à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 9 - RESORPTION :

- Alimentation biphase : 8082 UN
- Porcs élevés sur litière/paille : 68 UN
- Éliminé traitement : 26192 UN
- Transfert : 9579 UN.

ARTICLE 10 -

Le présent arrêté abroge et remplace les décisions préfectorales susvisées du 29 avril 2004 et du 12 octobre 2007 (*LAMBALLE*), ainsi que la décision susvisée du 4 mars 2004 (*TREGUEUX*).

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LAMBALLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LAMBALLE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LAMBALLE, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de TREGUEUX - ANDEL - LANDEHEN - MESLIN.

SAINT-BRIEUC, le

19 MAI 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Philippe de Gestas-Lespérour